

Paris le 4 juillet 2016,

## **Déclaration liminaire à la CAPN de sélection d'IDIV filière « encadrement » 2016 (vivier 2017)**

Madame la Présidente,

Ces derniers mois sont marqués par les symptômes qui annoncent inévitablement, outre ses faiblesses, une contestation du système libéral sur fond de crise démocratique.

Les crises économiques qui touchent tous les pays, qu'ils soient en Europe ou ailleurs, attestent de la fébrilité avérée d'un système en crise systémique mais qui impose toujours ses dogmes.

Les choix libéraux qui sévissent en France, mis en œuvre par les gouvernements successifs, remettent en cause le système social qui est le nôtre.

Les mobilisations autour de la loi « travail » illustrent totalement le rejet des citoyens d'une régression des droits et des acquis des salariés. Solidaires Finances Publiques dénonce une politique rendant le travail éphémère, et qui en organisant une véritable régression sociale fait le choix d'une insécurité permanente.

Pour Solidaires Finances Publiques, une autre politique est indispensable. Elle doit avoir pour objectif, dans toutes ses orientations, la prise en compte de l'humain et éviter toutes les fractures sociales qui conduisent inévitablement au populisme. Cette politique ne peut pas continuer à dénigrer les fonctionnaires et le service public, vecteurs déterminants du « bien vivre ensemble » et du principe d'égalité de tous les citoyens.

A la DGFIP :

Depuis 2002, année après année, les gouvernements successifs ont tous pris des mesures qui n'ont cessé d'affaiblir la DGFIP.

- Tous ont mis en avant les qualités des agents des finances publiques, ont vanté les résultats de la DGFIP, et ont feint d'ignorer une réalité dont ils étaient pourtant parfaitement informés : hausse des charges de travail, complexité croissante du travail, dégradation inquiétante des conditions de vie au travail, baisse de la qualité du service public

- Tous ont promu le numérique, présenté comme un moyen de dégager des gains de productivité et d'améliorer les missions, alors que cela n'a pas endigué la hausse de la charge de travail, et se retourne contre les usagers sommés de déclarer ou de payer sur internet.

- Tous ont profondément déstructuré notre administration : réformes dans l'ex-Direction générale des impôts comme dans l'ex-Direction générale de la comptabilité publique, création de la DGFIP en 2008, restructurations des services de la DGFIP, suppressions des trésoreries de proximité, regroupement de services...

- Tous ont réduit les effectifs de la DGFIP : plus de 35 000 emplois ont été supprimés depuis 2002, soit plus d'un quart des effectifs.

- Circonstance aggravante dans les choix budgétaires des gouvernements : la reconnaissance des agents est réduite à la portion congrue. Les promotions internes sont en chute libre et les régimes indemnitaires stagnent.

Pour Solidaires Finances Publiques, il y a urgence à agir !

La DGFIP est en danger. Les missions et les agents souffrent, les usagers sont victimes de l'affaiblissement et de l'éloignement du service public,

Solidaires Finances Publiques mettra tout en œuvre pour combattre le plan de destruction de la DGFIP, voulu et assumé par le Directeur général à travers ses lignes directrices.

Des actions ont débuté dans certaines directions : dans le Cher, en Lozère, dans l'Aude, le Gard, le Puy de Dôme, les Pyrénées Orientales, à la Réunion, dans l'Eure, le Val de Marne, à Paris...

Elles sont appelées à s'amplifier.

Ce combat est légitime et il sera mené !

Solidaires Finances Publiques revendique des mesures d'urgence visant à renforcer la DGFIP et ce sans délai :

- Stopper les suppressions d'emplois, établir un plan pluriannuel de recrutement pour renforcer la DGFIP, et recruter l'intégralité des listes complémentaires des concours ouverts.

- Décider un moratoire sur les restructurations et engager une réflexion sur l'accès au service public, son implantation et sa couverture territoriale.

- La reconnaissance et les droits des agents doivent enfin être de véritables priorités. Il en va notamment des règles de gestion. Solidaires Finances Publiques s'opposera à toute tentative de déréglementation et de régression en la matière.

- De la même manière, la perte de pouvoir d'achat est inacceptable. De ce point de vue, un plan de promotions internes ambitieux, une revalorisation des régimes indemnitaires et des remboursements de frais sont des mesures légitimes et nécessaires.

Solidaires Finances Publiques rappelle aussi son opposition à toute modulation individuelle de la rémunération.

S'agissant de cette CAP :

Solidaires Finances Publiques dénonce une fois de plus le manque d'attractivité fonctionnelle et une reconnaissance financière qui n'est pas à la hauteur des enjeux.

À cela viennent s'ajouter des difficultés d'ordre géographique et leurs répercussions familiales et économiques. D'autant plus que les restructurations et les suppressions de poste d'IDIV obèrent leurs possibilités de retour dans les meilleurs délais.

À cela s'ajoute une pression hiérarchique qui ne cesse de s'accroître et qui est de plus en plus difficile à gérer. Enfin, les perspectives de déroulé de carrière s'amenuisent d'année en année.

Solidaires Finances Publiques a toujours dénoncé le fait que le grade d'IDIV est le grade « laissé pour compte » au sein de la catégorie A+.

Solidaires Finances Publiques revendique un indice brut 1015 pour les IDIV HC, la fusion des deux grades d'IDIV et une revalorisation du régime indemnitaire des IDIV administratifs.

Concernant la sélection proprement dite :

Solidaires Finances Publiques souligne une fois de plus l'excellence des candidatures : 92,95 % des candidats ont un avis « apte » de leur directeur, et 96,10 % ont bénéficié d'une réduction d'ancienneté au moins une fois lors des trois dernières années.

Nous déplorons cette année encore la mauvaise utilisation de l'avis donné par certains Directeurs, qui classent des candidats dans la rubrique « à confirmer » alors même qu'ils ne se prononcent pas réellement en ce sens. Le plus souvent cet avis « à confirmer » tient au fait que le candidat n'a pas exercé de missions d'encadrement au cours de sa carrière.

Pour Solidaires Finances Publiques, il est inadmissible que la Direction Générale considère ce pilier comme négatif et écarte au projet ces candidats.

Concernant le déroulé de l'entretien : Solidaires Finances Publiques reste très attaché à l'entretien qui devait être garant d'une équité de traitement entre tous les candidats. Malheureusement, le déroulement de ce dernier ne répond toujours pas à nos attentes. Nous avons encore une fois constaté des disparités flagrantes dans le déroulé de celui-ci d'où la nécessité de professionnaliser les jurys.

Nous avons demandé lors de la précédente CAP la mise en place d'un cahier des charges bornant l'exercice de l'entretien, transmis aux jurys des oraux blancs afin d'éviter les distorsions entre l'oral blanc et l'entretien.

Sur la grille d'appréciation : la suppression de la note chiffrée pour chaque item de cette grille ajoute de l'opacité à la note finale attribuée, par le jury. Nous vous donnerons à travers certaines évocations des exemples de nos incompréhensions.

Nous déplorons une fois encore le manque d'information concernant cette sélection au niveau des différentes directions interrégionales, informations indispensables en l'absence d'un jury national dont vous refusez l'instauration.